Document generated on 07/15/2025 6:32 p.m.

Cahiers de recherche sociologique

Villeray en transition : initiatives citoyennes d'appropriation de l'espace habité ?
Villeray in Transition: Citizen's Appropriation of Inhabited Spaces Initiatives?
Villeray en transición: iniciativas ciudadanas de apropiación del espacio habitado

Amélie Chanez and Félix Lebrun-Paré

Number 58, Winter 2015

Pour une sociologie de la transition écologique

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1036210ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1036210ar

See table of contents

Publisher(s)

Athéna éditions

ISSN

0831-1048 (print)
1923-5771 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Chanez, A. & Lebrun-Paré, F. (2015). Villeray en transition : initiatives citoyennes d'appropriation de l'espace habité ? *Cahiers de recherche sociologique*, (58), 139–163. https://doi.org/10.7202/1036210ar

Article abstract

This article is concerned by citizens' initiatives that take place in the context of dispossession related to the economic neoliberal globalization and through a transformation of the citizen's relationship to politics. With the example of the transition initiatives, and more precisely the case of *Villeray en transition* (VET), the authors explore the theoretical frame of Citizens' initiatives of appropriation of inhabited space and its social, symbolic and material dimensions. These new forms of initiatives are realized through relations to politics characterized by a bottom-up logic (in terms of citizen participation) and by an horizontal, reflexive and conscientizational approach of empowerment between citizens. It is the will to create a "better carbon-free neighbourhood" in a optimistic perspective and to develop a "local art of living" that bring citizens like those in VET to rethink their social practices of neighbourship and to create an inclusive network in Villeray. By the symbolical and social appropriation of the inhabited space, the citizens progressively transform the material practices of their neighbourhood.

Tous droits réservés © Athéna éditions, 2015

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Villeray en transition : initiatives citoyennes d'appropriation de l'espace habité ?

Amélie Chanez, Félix Lebrun-Paré

Un ordre productif mondial qui désapproprie les citoyens

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, un nouvel ordre économique[1] se met en place. Celui-ci favorise une ouverture des marchés internationaux qui permet aux entreprises transnationales et aux investisseurs étrangers de s'approprier des terres et des ressources naturelles au nom du droit au profit, de faire de la sous-traitance ainsi que de délocaliser les productions vers des pays possédant une main-d'œuvre bon marché et dotés d'une faible protection sociale et environnementale. Cette réorganisation spatiale de la production a pour conséquence de déstructurer les économies locales et leur tissu social[2], de dissoudre le compromis fordiste, de faire basculer le pouvoir vers le patronat[3] et de favoriser un État compétitif[4].

1. Christian Deblock, Benoit Hamel, « Bretton Woods et l'ordre économique international d'après-guerre », *Interventions économiques. Pour une alternative sociale*, n° 26, automne 1994-hiver 1995, p. 9-42.
2. Guy Rocher, « La mondialisation un phénomène pluriel », dans Daniel Mercure (dir.), *Une société monde ? Les dynamiques sociales de la mondialisation*, Québec, Les Presses de l'Université Laval et de Boek Université, 2001, p. 17-31.
3. Paul Bélanger, Paul-André Lapointe, Benoit Lévesque *et al.*, *Transformations et innovations sociales dans les entreprises. État de la situation au Québec et en France pour les décennies 1980 et 1990*, Cahiers du CRISES, Collection internationale, n° INO201, 2002.
4. Christian Deblock, Benoit Hamel, *op. cit.*

Dans cette organisation néolibérale mondiale et la réorganisation du travail qui en découle, les citoyens sont dépossédés du finalisme de leurs activités productives mais aussi de la gestion des ressources énergétiques du territoire et de leur utilisation collective. En plus de dissocier les citoyens du processus de production, la mondialisation néolibérale désapproprie les citoyens des leviers politiques classiques et participe, par le fait même, à l'accentuation d'un déficit démocratique[5].

D'abord, rappelons que dans ce nouvel ordre productif mondial, les élus sont appelés à défendre un État compétitif en se conformant aux enjeux économiques internationaux, aux impératifs des institutions financières et aux pressions des lobbyistes. C'est pourquoi, depuis les années 1990, les institutions démocratiques sont associées à l'adoption de politiques néolibérales[6]. Afin de se conformer aux exigences du libre marché, les États-nations sont enjoints à couper dans les programmes sociaux, à procéder à des déréglementations en environnement et à privatiser l'espace ainsi que les services publics[7].

Ajoutons à ces constats d'État compétitif, les nombreux scandales de corruption qui ont été associés à la classe politique[8] ainsi qu'un désenchantement démocratique associé à une sous-représentation des groupes marginalisés chez les élus[9], et nous pouvons comprendre le climat de méfiance qui semble s'étendre dans les démocraties occidentales. Dans les faits, cette méfiance politique semble se traduire par une baisse de participation citoyenne aux élections[10], un repli vers la sphère privée[11] et un cynisme politique ambiant où les pouvoirs politiques sont représentés de plus en plus indissociablement des pouvoirs économiques. Dans ce contexte, les citoyens peuvent ressentir un sentiment d'impuissance politique dans l'exercice électoral et choisir d'employer d'autres leviers politiques, d'autres dispositifs de participation citoyenne afin de reprendre le pouvoir arrogé par les élus[12].

5. Gustave Massiah, « Le mouvement citoyen mondial », *Mouvements, La Découverte*, n° 25, 2003, p. 12-30 ; Antoine Ayoub, *Mondialisation, déficit démocratique et réglementations internationales dans le secteur de l'énergie*, Colloque international du Réseau Monder « Mondialisation – Énergie – Environnement », 2001.
6. Geneviève Caillé, Jean-Marie Lafortune, « Regards croisés sur l'évolution du déficit démocratique au Québec », *Recherches sociographiques*, vol. 48, n° 2, 2007, p. 53-71.
7. Corinne Gendron, *Vous avez dit développement durable ?*, Montréal, Presses Internationales Polytechnique, 2007.
8. Gustave Massiah, *op. cit.*
9. Michel Parazelli, Anne Latendresse, « Penser les conditions de la démocratie participative », *Nouvelles pratiques sociales, Vers de Nouvelles pratiques citoyennes*, vol. 18, n° 2, 2006, p. 15-23.
10. Russel J. Dalton, *Citizen politics : Public opinion and politica parties in advanced industrial democracies,* Londres, Chatham house, 1996 ; Ken Newton, Pippa Norris, *Confidence in public institutions : faith, culture or performance ?,* Atlanta, 1999.
11. Elizabeth C. Hirshman, « Aesthetics, ideologies, and que limits of the marketing concept », *Journal of marketing,* été 1983, p. 45-55 ; Gilles Lipovetsky, *L'ère du vide : essais sur l'individualisme contemporain*, Paris, Gallimard, rééd. NRF Essais, 1989.
12. Michel Parazelli, Anne Latendresse, *op. cit.*

Vers une redéfinition du rapport au politique par les citoyens

À partir des années 2000, sur la scène mondiale, en réponse au néolibéralisme économique, les mouvements sociaux se transnationalisent davantage et prennent la forme d'un altermondialisme[13]. Par des manifestations de masse, les altermondialistes dénoncent les conséquences de la mondialisation néolibérale et encouragent une mondialisation de la solidarité. En créant des institutions transnationales telles que le Forum social mondial, ils proposent des modèles alternatifs à la démocratie représentative et remettent le citoyen au cœur des décisions du « vivre ensemble ». En 2011, apparaissent dans le champ contestataire néolibéral les mouvements *Occupy* et celui des *Indignados*[14]. Ces mouvements mettent en lumière la nécessité pour les citoyens de se réapproprier l'espace public et de créer une démocratie directe face à l'effondrement des économies nationales et aux mesures d'austérités imposées par une classe politique vue comme étant structurellement corrompue.

Parallèlement à cette transnationalisation des mouvements sociaux, à l'échelle locale, se mettent aussi en place de nouvelles pratiques citoyennes. Certaines de ces nouvelles pratiques, comme celles issues de la mouvance de l'économie solidaire, créent des initiatives économiques citoyennes qui tentent de pallier l'accroissement des inégalités sociales, les conséquences environnementales et les exclusions économiques occasionnées par la mondialisation néolibérale. Aussi bien au Nord qu'au Sud, émergent des projets citoyens tels que les microcrédits, les cuisines collectives, les jardins communautaires, les Systèmes d'échanges locaux et le commerce équitable[15]. Par ces différentes pratiques, les citoyens élargissent leur levier politique en s'appropriant un espace et en tentant de créer concrètement des alternatives de modes de vie ici et maintenant, des « utopies concrètes[16] » qui s'opposent au productivisme/consumérisme de l'économie néolibérale.

C'est précisément dans cette mouvance citoyenne de redéfinition du rapport au politique et en réponse aux conséquences du néolibéralisme qu'apparaissent les Initiatives de transition socio-écologique que nous proposons d'étudier dans cet article. Villeray en transition (VET) fait partie des quelque

13. Eric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Nonna Mayer, *L'altermondialisme en France : la longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005 ; Pierre Beaudet, Raphaël Canet et Marie-Josée Massicotte (dir.), *L'altermondialisme. Forums sociaux, résistances et nouvelle culture politique*, Montréal, Éditions Écosociété, 2010.
14. Geoffrey Pleyers, « Les jeunes alteractivistes : altermondialisme, indignés et transition écologique », dans Valérie Becquet (dir.), *Formes contemporaines, de l'engagement des jeunes*, Paris, Syllepse, 2014.
15. Manon Boulianne, Laurent Fraisse et Umberto, « L'espérance économie solidaire à principes économie solidaire et mondialisation », *Revue du Mauss*, n° 21, 2003, p. 47-54.
16. Ernst Bloch, *Le principe espérance*, tome I, Paris, Gallimard, 1976.

500 initiatives officielles qui s'ajoutent aux 700 initiatives non officielles réparties sur tous les continents[17].

Le cofondateur du mouvement Villes en transition, Rob Hopkins, considère que le pétrole constitue le véritable talon d'Achille de la mondialisation néolibérale :

> La notion même de mondialisation économique n'a été rendue possible que par l'existence des carburants fossiles liquides à bon marché ; or il n'existe pas de substituts adéquats pour ceux-ci à l'échelle de notre utilisation actuelle[18].

C'est face aux menaces imminentes du pic pétrolier, du réchauffement climatique et devant les risques collatéraux de crises sociales, économiques et politiques, que le mouvement des Initiatives de transition tente de mettre en place, principalement à l'échelle locale, des Plans d'action de descente énergétique (PADE) axés sur la résilience communautaire et la relocalisation économique. Les Initiatives de transition visent à sortir progressivement les communautés (villes, quartiers, communes) de leur dépendance au pétrole et de les préparer, ici et maintenant, aux éventuelles crises associées au pic pétrolier en créant des communautés résilientes, c'est-à-dire capables de résister et de se réorganiser à la suite de perturbations.

Initiatives de transition : par-delà les théories des mouvements sociaux

La sociologie des mouvements sociaux fournit certes des clés théoriques pertinentes afin de saisir les Initiatives de transition. De fait, les transitionneurs possèdent maintes affinités avec les Nouveaux mouvements sociaux (NMS) et les mouvements altermondialistes puisqu'ils possèdent un rapport au politique distant des institutions politiques démocratiques[19] et qu'ils proposent des formes d'organisation plus autonomes mettant en place des expérimentations ici et maintenant[20]. Outre certaines similarités dans leur rapport au politique, les Initiatives de transition ont en commun avec les NMS et l'altermondialisme d'intégrer dans leurs modalités d'engagement une plus grande individualisation des citoyens. Les Initiatives de transition favorisent, de fait, l'autonomie, la subjectivation ainsi que l'autotransformation des acteurs[21]. Ce sont aussi tous des mouvements axés sur une transformation culturelle,

17. Transition Network, [En ligne], www.transitionnetwork.org/initiatives/map) (page consultée le 12 juin 2015).
18. Rob Hopkins, *Manuel de transition : de la dépendance au pétrole à la résilience locale*, Montréal, Éditions Écosociété, 2010, p. 14.
19. Lydie Laigle, « Pour une transition écologique à visée sociétale », *Mouvements*, La Découverte, nº 75, 2013, p. 135-142 ; Geoffrey Pleyers, *op. cit.*
20. Simon Cottin-Marx, Fabrice Flipo et Antoine Lagneau, « La transition, une utopie concrète », *Mouvements*, La Découverte, nº 75, 2013, p. 7-12 ; Geoffrey Pleyers, *op. cit.*
21. Geoffrey Pleyers, *ibid.*

un renforcement des liens communautaires liés à une réappropriation de l'existence[22] ainsi que la création des liens sociaux conviviaux en réseaux[23].

À l'instar de Cottin-Marx, nous pensons qu'il est cependant nécessaire de sortir du cadre d'analyse politique classique en termes de mouvements sociaux afin d'appréhender cet objet complexe, cet OPNI, Objet politique non identifié[24] qu'est l'Initiative de transition, et ce, pour trois principales raisons.

En premier lieu, les transitionneurs se distinguent des mouvements sociaux puisque leur discours, bien que prenant la forme d'une critique radicale du productivisme[25], ne s'exprime pas en termes de contestation[26], de revendication ou d'identification d'un adversaire social, mais plutôt d'expérimentations et de promotion de projets de société et de modes de vie alternatifs au système dominant. Qui plus est, les Initiatives de transition ne revendiquent ni ne se réclament d'une tradition idéologique contestataire[27]. Poursuivant l'un des principes fondateurs des Initiatives de transition qui est de « laisser aller le mouvement là où il veut aller », les transitionneurs possèdent la liberté de s'inspirer des systèmes politico-économiques anticapitalistes ou non. Tout dépend de l'imagination du collectif d'acteurs élaborant les initiatives.

En deuxième lieu, les acteurs des IT n'ont pas en commun d'appartenir à une même catégorie sociale, ce qui les distingue d'une des caractéristiques fondamentales d'un mouvement social identifiée par Neveu[28]. En fait, les IT démontrent une préoccupation importante en matière d'inclusion et de diversité des acteurs pouvant prendre part aux initiatives, et ce, peu importe leurs caractéristiques sociodémographiques ou leur degré de pouvoir. Les citoyens dialoguent, dans des groupes de réflexions thématiques, avec les acteurs économiques locaux, les organismes communautaires[29] et d'autres acteurs institutionnels tels que des élus municipaux issus de la communauté afin d'expérimenter, par exemple, de nouvelles manières d'habiter, de s'alimenter et de se transporter. Les Initiatives prennent donc la forme de collectifs d'habitants, de réseaux de partenaires associatifs qui misent avant toute chose sur la création d'un lien social[30].

22. Simon Cottin-Marx, Fabrice Flipo et Antoine Lagneau, *op cit.* ; Claire Williquet, « Villes en transition : vers une économie conviviale », *Revue Projet*, C.E.R.A.S. n° 60, 2011, p. 83-88 ; Éric Pineault, « Ce que décroître veut dire », *Relations, Centre Justice et foi*, n° 765, 2013, p. 21-24.
23. Claire Williquet, *op. cit.*, Luc Semal, Mathilde Szuba, « Villes en transition : imaginer des relocalisations en urgence », *Mouvements*, La Découverte, n° 63, 2013, p. 130-136.
24. Simon Cottin-Marx, Fabrice Flipo et Antoine Lagneau, *op. cit.*
25. Bernard Perret, « Y a-t-il une vie après la croissance ? », *Revue Projet*, C.E.R.A.S. n° 324-325, 2011, p. 118-123.
26. Luc Semal, Mathilde Szuba, *op cit.* ; Lydie Laigle, *op. cit.*
27. Antoine Lagneau, *Écologie sociale et transition. Entretien avec Vincent Gerber*, vol. 75, n° 3, 2013, p. 77-85.
28. Érik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2011.
29. Entendu ici comme « milieu associatif », en France.
30. Lydie Laigle, *op. cit.*

Finalement, et c'est là où se situe la plus grande démarcation avec les mouvements sociaux selon nous, ces initiatives prennent sens dans un agir local, dans une communauté d'appartenance territoriale[31] et privilégient la ville, le quartier, comme terrain d'expérimentations. Elles s'approprient l'espace par des initiatives citoyennes qui, contrairement aux modèles de campements autogérés des contre-sommets ou du mouvement *Occupy*, ne sont pas que temporaires. Ces initiatives tentent de s'ancrer dans le milieu de vie, dans l'espace habité pour le transformer dans la durée. À l'instar de Ripoll[32], nous pensons que la sociologie des mouvements sociaux a négligé la question de l'espace. Il nous apparaît donc pertinent de spatialiser notre analyse des Initiatives de transition en explorant le cadre théorique des Initiatives citoyennes d'appropriation de l'espace habité.

Initiatives citoyennes d'appropriation de l'espace habité (ICAEH)

Dans la littérature scientifique associée à la citoyenneté, le concept d'initiative citoyenne s'éclipse devant celui de la participation citoyenne qui, lui, associe le citoyen à des projets de développement ou d'innovation sociale, mais sous l'encadrement d'acteurs « experts » ou « professionnels » issus des milieux communautaires, institutionnels ou même privés[33]. Quoiqu'en soit le degré d'empowerment citoyen visé, ces démarches participatives se réalisent toutes dans une perspective *top-down* puisqu'elle sont initiées par d'autres acteurs que les citoyens. Or, à notre sens, le contexte de dépossessions/désappropriations associé à la mondialisation néolibérale et le déficit démocratique qui en résulte redéfinissent non seulement le rapport au politique des citoyens mais aussi le sens du mouvement de l'agir citoyen. Pour le comprendre, il est nécessaire de sortir du paradigme participatif pour emprunter la perspective de l'initiative citoyenne. Nous aurons ainsi recours à des éléments du champ de la géographie citoyenne et à des outils théoriques tels que l'empowerment et l'appropriation de l'espace.

À l'instar de la démocratie directe associée aux nouveaux mouvements sociaux, des *grassroot democracy* américaine, renouant avec une conception critique et civique de l'empowerment héritière du *black power* et du mouvement féministe américain des années 1960[34], des citoyens encouragent une

31. *Ibid.*
32. Fabrice Ripoll, « Espaces et stratégies de résistance : répertoires d'action collective dans la France contemporaine », *Espaces et société*, vol. 3, 2008, nº 134, p. 83-97.
33. Clément Mercier, « Participation citoyenne et développement des communautés au Québec : enjeux, défis et conditions d'actualisation », dans Denis Bourque (dir.), [avec la collaboration de Lise St-Germain], *Cahier de l'ARUC-Innovation sociale et développement des communautés*, Série Documentation et diffusion, nº 8, UQO, 2009.
34. Fabrizio Cantelli, « Deux conceptions de l'empowerment », *Politique et Sociétés*, nº *32*(1), 2013, p. 63-87.

action collective de type *bottom-up*. Le mouvement d'empowerment n'est pas impulsé, octroyé mais plutôt autodéterminé[35]. La base de ces groupes est constituée d'individus citoyens, sans titres d'experts, de professionnels ou institutionnels, sans rôles sociaux spécifiques autres que ceux d'être des habitants d'un espace commun. Puisqu'elles tentent de redéfinir le « vivre ensemble », les initiatives citoyennes s'appropriant l'espace de proximité, l'espace habité, semblent s'inscrire dans un autre rapport au politique. Par ces initiatives, les citoyens réclament leur « droit à la ville[36] ». Ce droit à la ville suppose que tous les citoyens, peu importe leur statut, ont le droit de définir le territoire qu'ils habitent[37]. Ils détiennent aussi le droit de le façonner par leurs pratiques quotidiennes[38] dans une logique d'autogestion de la quotidienneté[39] et de reprise de possession de leur existence. Ainsi, ils peuvent changer leur relation à l'espace vécu et habité. Comme l'indique Baudry à propos des *community gardens*, grâce à ces initiatives

> ce ne sont plus uniquement les « experts », les financiers et les hommes et femmes politiques qui font la ville en fonction de réflexions globales et abstraites, mais ceux qui y vivent et la marquent jour après jour[40].

Nous inscrivons notre conception de l'espace dans la tradition bassandienne et considérons donc l'espace comme une réalité issue d'une construction sociale médiatisée par des rapports sociaux[41]. Nous considérons l'appropriation de l'espace comme un processus d'empowerment en soi, et donc à la fois comme une prise de pouvoir et un processus d'apprentissage pour y accéder[42]. En s'appropriant l'espace, les citoyens deviennent des acteurs réflexifs. La réflexivité fait référence à la capacité des acteurs à réviser leurs pratiques sociales et leurs modes d'habiter de l'espace à la suite de l'acquisition de nouveaux savoirs[43].

35. Marie Filippi, « Au-delà de l'autonomie, l'empowerment », *Le sociographe*, n° 5, 2013, p. 193-203.
36. Henri Lefebvre, *Le droit à la ville (The right to the city)*, Paris, Anthropos, 1968.
37. Anne Latendresse, « L'Émergence des sommets citoyens de Montréal : vers la construction d'un programme autour du droit à la ville », *Nouvelles Pratiques Sociales*, vol. 21, n° 1, 2008, p. 104-120.
38. Sandrine Baudry, « Les community gardens de New York City : de la désobéissance civile au développement durable », *Revue française d'études américaines*, n° 129, p. 73-86.
39. Alix David, Jean-Marie Devevey, *Les innovations sociales*, Paris, PUF, 1982.
40. Sandrine Baudry, *op. cit.*, p. 77.
41. Michel Bassand, *Éléments pour une sociologie de l'habiter*, Lausanne, IREC-EPFL, 1988.
42. Marie-Hélène Bacqué, Carole Biewener, « L'empowerment un nouveau vocabulaire pour parler de participation ? », *Idées économiques et sociales*, vol. 2, n° 173, p. 25-32.
43. Anthony Giddens, *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan, 1994 ; Ulrich Beck, *La société du risque : Sur la voie d'une autre modernité*, Trad. de l'allemand par Bernardi, Paris, Aubier, 2001.

Les auteurs théorisant l'appropriation de l'espace, tels que Ripoll[44], Serfaty-Garzon[45] et Morin[46], déclinent cette appropriation, individuelle ou collective, selon deux principales dimensions, soit les dimensions matérielles et symboliques. Bien que ces auteurs abordent le social, ils ne l'associent pas explicitement à une dimension. Or, nous estimons qu'il est pertinent d'intégrer le social, entendu comme l'ensemble des interactions, liens et rapports sociaux, comme une dimension de l'appropriation de l'espace.

En effet, comme l'indiquent Perez-Lopez et Codello-Guijarro, l'investissement quotidien de l'espace implique la création et la valorisation d'un réseau de relations sociales[47]. Cette appropriation sociale peut toutefois donner lieu à des conflits, des rapports de pouvoir entre acteurs qui ne partagent pas les mêmes intérêts[48] ou les mêmes repères normatifs[49]. L'appropriation de l'espace possède donc une importante dimension sociale surtout si elle s'opère dans un espace de proximité physique[50], de coprésence[51], façonné et occupé par une collectivité qui agit comme ciment des liens sociaux[52].

Par ailleurs, la dimension sociale de l'appropriation de l'espace habité est étroitement liée à une appropriation symbolique de cet espace. En fait, Morin *et al.* considèrent que tout espace est d'abord et avant tout un espace de représentations sociales avant même d'être pensé d'une manière métrique[53] et qu'il fait l'objet de marquage à la fois idéel et matériel[54].

En s'appropriant socialement et symboliquement l'espace habité, les initiateurs citoyens ont la possibilité de moduler et de transformer matériellement cet espace. L'appropriation matérielle de l'espace fait référence à l'occupation de lieux, à l'usage exclusif ou autonome d'espace[55] mais également aux pratiques matérielles et productives de cet espace. Les initiateurs peuvent ainsi investir socialement et symboliquement les pratiques matérielles de cet

44. Fabrice Ripoll, « S'approprier l'espace… ou contester son appropriation ? Une vue des mouvements sociaux contemporains », *Norois*, vol. 2, nº 195, 2005, p. 29-42.
45. Perla Serfaty-Garzon, *« L'appropriation ». Dictionnaire critique de l'habitat et du logement*, Paris, Armand Colin, 2003, p. 28.
46. Richard Morin, Michel Parazelli et Kenza Benali, « Conflits d'appropriation d'espaces urbains centraux : Prendre en compte les modes de relation des groupes d'acteurs », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 2, nº 20, 2008, p.142-157.
47. Ruth Perez-Lopez, « S'approprier la ville : pratiques spatiales des jeunes de la rue à Mexico », *C'est ma ville ! De l'appropriation et du détournement de l'espace public*, 2006, p. 83-95 ; Pénéloppe Codello-Guijarro, « Vers la construction d'un espace public de proximité », *Hermès, La Revue*, vol. 2, nº 36, 2003, p. 83-90.
48. Fabrice Ripoll, *op. cit.*
49. Richard Morin, Michel Parazelli et Kenza Benali, *op. cit.*
50. Jean-Luis Klein, « Innovation sociale et le développement territorial », *Revue canadienne des sciences régionales, Numéro spécial sur l'innovation sociale et le développement territorial*, vol. XXXII, 2009, p. 13-22.
51. Richard Morin, Michel Rochefort, « Quartier et lien social : des pratiques individuelles à l'action collective : Liens personnels, liens collectifs », *Lien social et politiques*, nº 39, 1998, p. 103-114.
52. Pierre-Noël Denieuil, *Lien social et développement économique*, Paris, L'harmattan, 1998 ; Jean-Luis Klein, *op. cit.*
53. Richard Morin, Michel Parazelli et Kenza Benali, *op. cit.*
54. Fabrice Ripoll, *op. cit.*
55. *Ibid.*

espace y compris celles associées au système productif telles que l'énergie, l'alimentation, les marchandises ou encore la consommation, la monnaie, le travail, etc.

La démarche méthodologique

Cette étude a pour objectif de mieux saisir le rapport au politique des citoyens transitionneurs et de comprendre comment se décline l'appropriation citoyenne de l'espace habité dans les Initiatives de transition. Il s'agit plus précisément d'analyser la manière dont les citoyens transitionneurs s'approprient socialement, symboliquement et matériellement l'espace. C'est donc dans cette perspective théorique et selon une démarche qualitative exploratoire que nous proposons d'étudier le cas de Villeray en transition.

Afin de nourrir le cadre théorique des ICAEH en boucles rétroactives avec les milieux de pratique, en guise de démarche méthodologique, nous avons opté pour l'usage d'une démarche exploratoire. Nous avons analysé des discours produits par Villeray en transition par le biais de techniques qualitatives inductives d'analyse de contenu. Le choix de notre corpus d'analyse s'est fait après un entretien avec un membre du comité catalyseur qui nous a présenté l'ensemble des documents publics ayant été produits par VET. Notre corpus d'analyse se constitue de quatre types de documents : le blogue de VET (de la première publication en date du 16 janvier 2011 aux publications du 30 mai 2015), la page Facebook de VET (de la première publication en date du 25 mars 2014 aux publications du 30 mai 2015)[56], les trois mémoires produits après le Sommet de l'agriculture urbaine de Villeray[57] ainsi que les quatre *Chroniques d'un futur positif*[58] rédigées par le comité communication de VET à la suite des soirées *Villeray en mieux*.

56. Note méthodologique : la page Facebook a été effective à partir de mars 2014 malgré qu'un « compte personnel » associé à VET existait entre novembre 2011 et mars 2014. L'entreprise Facebook a détruit les données associées à ce compte. Il nous a donc été impossible de récupérer les publications avant la date du 24 mars 2014.
57. *Mémoire sur l'agriculture urbaine, thème : formation et diffusion de l'expertise horticole,* mai 2012, déposé à l'OPCM par Louise Lacroix, membre de Villeray en transition, [En ligne] http://ocpm.qc.ca/sites/import.ocpm.aegirvps.net/files/pdf/P58/9a4.pdf ; *Mémoire sur l'agriculture urbaine, Thème : Responsabilité de la ville en matière de souveraineté alimentaire,* mai 2012, déposé à l'OPCM par Sabrina Cardin Ouelette, membre de Villeray en Transition, [En ligne] http://ocpm.qc.ca/sites/import.ocpm.aegirvps.net/files/pdf/P58/9b23.pdf ; *Mémoire sur l'agriculture urbaine, Thème : Règlementation autour de l'agriculture urbaine,* mai 2012, déposé à l'OPCM par Julie Richard, membre de Villeray en transition, [En ligne] http://ocpm.qc.ca/sites/import.ocpm.aegirvps.net/files/pdf/P58/9a8.pdf.
58. *Chronique d'un futur positif - Se déplacer autrement*, 6 avril 2014 ; *Chronique d'un futur positif – Moins de pétrole dans mon assiette*, 11 mai 2014 ; *Chronique d'un futur positif – Vivre sa famille en vert à Villeray*, 9 juin 2014 ; *Chronique d'un futur positif – Mieux consommer, moins consommer*, 7 juillet 2014 [En ligne] www.villerayentransition.info (page consultée le 30 mai 2015).

Nous avons analysé les données brutes de ces documents en suivant la méthode en trois étapes de Miles et Huberman[59], soit la réduction des données, la condensation et la présentation des données. Il s'agissait pour nous « de faire émerger des catégories favorisant la production de nouvelles connaissances en recherche[60] » en classant ces catégories selon le cadre théorique des ICAEH. L'ensemble de cette démarche a été mené en concertation avec un membre du comité catalyseur qui porte le double chapeau de chercheur et de membre actif de VET dans cette étude exploratoire. Par la suite, nous avons réalisé un entretien qualitatif avec un second membre du comité catalyseur de VET, en utilisant dans notre guide d'entretien les catégories ressorties lors de notre analyse de contenu. Afin de présenter la genèse de VET, nous nous sommes également entretenu avec Serge Mongeau, auteur, père de la simplicité volontaire au Québec et cofondateur du Réseau transition Québec, organisation qui a contribué à la fondation de l'initiative. Puisque les membres du comité catalyseur consultés ont mentionné l'utilisation du *Manuel de transition* de Rob Hopkins comme principal guide dans leurs actions et organisations, nous avons jugé pertinent d'avoir recours à celui-ci dans l'interprétation des données. Cela nous a permis d'effectuer un croisement de nos analyses et d'approfondir notre compréhension du cas. Nous présentons ici les principaux résultats de ces analyses croisées.

Le cas de Villeray en transition

Contexte socioterritorial

Avec ses 1,6 million d'habitants[61], la ville de Montréal constitue un pôle économique majeur de la province de Québec et une métropole internationale d'importance. La structure gouvernementale de l'île de Montréal est constituée d'une instance centrale (la ville de Montréal), de 19 arrondissements et de 15 « villes liées ». Le cas à l'étude se situe dans l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, plus précisément dans le quartier Villeray, au cœur de l'île de Montréal. D'une superficie de 5,2 km² et comportant une population de 35 345 personnes, il est plus dense que la moyenne des quartiers montréalais[62]. Les limites de Villeray varient selon différentes perspectives du territoire (district électoral, sentiment d'appartenance citoyenne ou territoires d'intervention communautaire). Nous utiliserons ici le territoire

59. Matthiew B. Miles, A. Michael Huberman, *Analyse des données qualitatives*, Bruxelles, De Boeck-Wesmael, 1991.
60. Mireille Blais, Stéphane Martineau, « L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes », *Recherches qualitatives*, vol. 26, nº 2, 2006, p. 1-18.
61. Montréal en statistiques, *Profil sociodémographique – Arrondissement VIlleray-St-Michel-Parc-Extension,* Montréal, Ville de Montréal, 2014.
62. *Ibid*.

de référence du Centre de santé et de services sociaux du Coeur-de-l'Île : « il est bordé à l'ouest par la voie ferrée qui longe le parc Jarry, à l'est par la rue Iberville, au nord par la rue Crémazie et au sud par la rue Jean-Talon – de la voie ferrée jusqu'à la rue Chambord – et Bélanger, des rues Chambord à Iberville[63] ».

Le profil de la population du quartier Villeray comporte des similarités et des disparités par rapport à l'ensemble de la ville de Montréal. Par exemple, les personnes âgées entre 25 à 34 ans représentent 27 % de la population, comparativement à 17 % pour Montréal. Les diplômés universitaires comptent pour 42 % de la population de 15 ans et plus du quartier, significativement plus que dans l'arrondissement (27 %) et de l'ensemble de la ville (34 %)[64] . Le quartier est ainsi caractérisé depuis plusieurs années par un processus de gentrification (aussi appelé embourgeoisement)[65] ; la population est plus jeune, plus instruite et plus aisée qu'auparavant et relativement à d'autres quartiers montréalais[66]. Ce phénomène entraîne une augmentation de la valeur foncière des propriétés et ainsi le déplacement d'anciens résidants en périphérie ou dans d'autres quartiers marqués par des indices de défavorisation plus élevés[67].

À l'image de Montréal, la population de Villeray est culturellement diversifiée. Près de 23 % de la population du district électoral déclarent ainsi faire partie d'un groupe de minorité visible[68] et plus du quart est composé d'immigrants, sans origine ethnoculturelle majoritaire, répartis sur tout le territoire – quoique présents en plus grand nombre dans l'est du quartier[69].

La genèse et le développement de l'initiative de Transition socio-écologique dans Villeray

C'est dans ce contexte socioterritorial que l'initiative citoyenne de Villeray en transition a pris place, à l'automne 2011. Le point de départ a consisté en une projection-discussion organisée par le comité Réseau transition Québec, alors constitué de trois personnes non résidantes du quartier. Un premier groupe de résidants s'est alors formé avec l'accompagnement de Transition Québec. Serge Mongeau, membre de ce comité, explique le choix du quar-

63. Centre de santé et de services sociaux du Cœur-de-l'Île, *Portrait de la population du quartier de Villeray,* 2009.
64. Statistique Canada, 2011, *Recensement de la population*, site consulté le 23 juin 2015.
65. Association des locataires de Villeray, *Villeray : au bord de la gentrification,* Montréal, Association des locataires de Villeray inc., 2002.
66. Jean-Pierre Lavoie, Damaris Rose, *Gentrification et exclusion sociale,* Les cahiers de GREGÈS. Centre de recherche et d'expertise en gérontologie sociale, Montréal, 2012.
67. *Ibid.*
68. Statistique Canada, *op. cit.*
69. Centraide du Grand Montréal, *Analyse territoriale Villeray, Saint-Michel et Parc-Extension,* Rapport de recherche, 2012.

tier Villeray par la proximité de son propre lieu de résidence (Parc-Extension), le foisonnement des initiatives en agriculture urbaine (jardins collectifs et communautaires, jardins scolaires et jardins individuels)[70], le dynamisme du milieu communautaire et la perception d'une certaine « culture de l'engagement citoyen » – ces deux derniers points étant partagés également par la recherche institutionnelle[71]. Par contre, les initiatives communautaires à vocation principalement environnementale, outre le programme Quartier 21 (2009-2011), étaient peu actives avant l'arrivée de VET. En effet, en 2011, l'Éco-quartier Villeray, unique organisme environnemental du quartier, n'était pas perçu comme dynamique par plusieurs acteurs de VET[72].

Cette absence de creuset d'engagement écocitoyen, couplée à la vitalité du milieu communautaire villerois, laissaient espérer un « terreau » fertile pour l'émergence d'une Initiative de transition.

Le groupe a ainsi petit à petit pris de l'ampleur à la suite de l'organisation de plusieurs événements publics de type « réseautage et sensibilisation ». Le « Sommet sur l'agriculture urbaine de Villeray », organisé dans le cadre des Consultations publiques en agriculture urbaine au printemps 2012 à Montréal, a permis d'obtenir le statut officiel dès janvier 2013 et favorisé son rayonnement auprès de différents acteurs : citoyens, communautaires, institutionnels et représentants de l'administration publique locale. Au printemps 2013, l'annonce d'une rencontre de réflexion sur le projet d'une bibliothèque d'outils (bricolage, jardinage, cuisine, menuiserie, etc.) a remporté un vif succès. Le projet prendra la forme d'une coopérative de solidarité : *La Remise, bibliothèque d'outils* devient la première initiative légalement constituée de Villeray en transition. Elle comporte des éléments structurants comme un lieu fixe, des ressources matérielles et une identité symbolique et visuelle propre[73].

Le mode de fonctionnement de l'initiative

À ce jour, Villeray en transition est composé de différents comités associés à des projets ou à un mandat particulier (les communications ou la rédaction d'articles). Le comité dit « catalyseur » y joue un rôle de coordination et de soutien. Il se réunit de six à huit fois par année et tient, au besoin, des rencontres « bilan et perspectives », utilisant parfois des approches de

70. Anne-Marie Legault, *Les jardins collectifs en milieu urbain [ressource électronique] : espaces d'éducation relative à l'éco-alimentation*, Mémoire (Sciences de l'environnement), Université du Québec à Montréal, 2011.
71. Centraide du Grand Montréal, *op. cit.*
72. Félix Lebrun-Paré, *Projet de recherche : Le rapport au politique et à l'inclusion du Mouvement des initiatives de Transition : le cas de Villeray en Transition*, travail dirigé [inédit]. Université du Québec à Montréal, 2014.
73. Eva Auzou, Félix Lebrun-Paré, Lucie Sauvé, *Ecosocial Innovation : Learning while Building Green Communities*, Affiche présentée au *8th World Environmental Education Congress « Planet and People – how can they develop together ? »*, Goteborg, Suède, 29 juin-2 juillet 2015.

planification stratégique d'action communautaire. Les décisions se prennent habituellement par consensus, sans processus très formel. Le comité utilise toutefois plusieurs outils du *Manuel de transition* concernant l'animation de rencontres telles que la coconception de l'ordre du jour au début des réunions, l'alternance de l'animation et de la prise de notes.

Le schéma (p. 152) a pour but de fournir au lecteur quelques repères en illustrant, de façon descriptive, les principales activités du cas à l'étude. On remarquera l'insistance, illustrée graphiquement, accordée à la catégorie des « projets socio-économiques » ; cela a pour objectif de souligner le poids relatif plus important accordé à ce type d'actions par Villeray en transition, mais également par d'autres initiatives dans le monde et dans la documentation récente du Réseau de transition[74]. Il a été validé auprès de deux acteurs de l'initiative de Villeray en transition.

VET : Des citoyens réclamant leur droit à la ville et un autre rapport au politique

> La transition favorise l'empowerment, les citoyens se réapproprient leur quartier [...]. Aussi l'idée que le pétrole va devenir plus cher, plus rare… Et qu'au lieu d'attendre qu'on se fasse organiser, travaillons dès maintenant nous-mêmes aux solutions que nous on veut voir apparaître ou se faire. Donc prenons les choses en main avant de se les faire imposer. Moi là-dessus je trouvais que c'était très lié à l'empowerment, nous-mêmes, notre pouvoir. (Membre du comité catalyseur)

Une initiative citoyenne favorisant l'empowerment citoyen

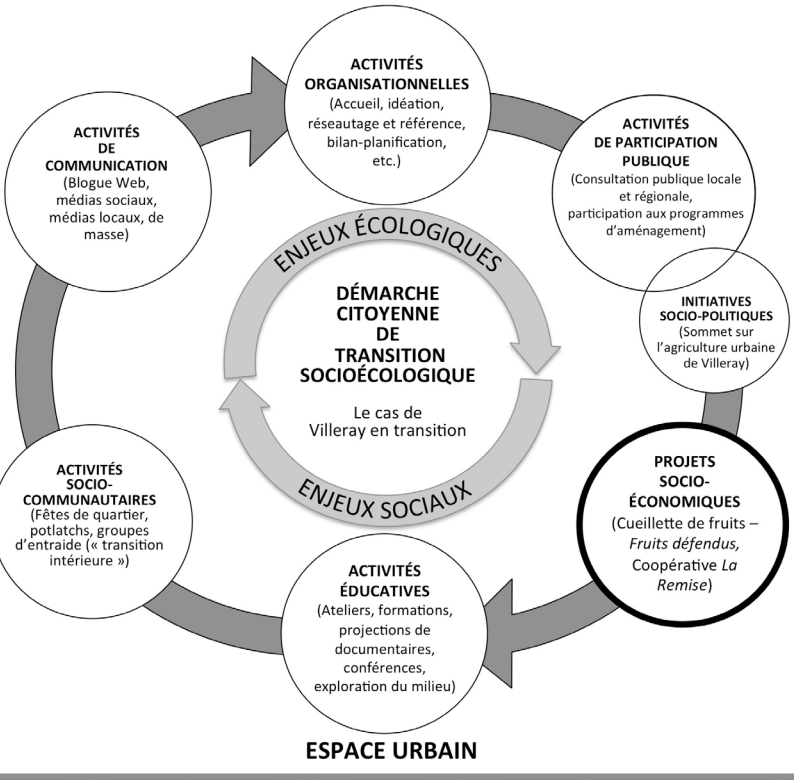
Sur le blogue de VET, nous pouvons lire dans la présentation du groupe le fait qu'il s'agit d'un groupe de citoyens « ordinaires ». Tout citoyen, peu importe son expertise, est invité à participer aux différents projets des initiatives et à en proposer. C'est d'ailleurs l'une des spécificités de l'approche de transition selon Hopkins[75]. Ce sont les citoyens, leurs intérêts, leurs idées d'actions et projets qui sont mis au centre des initiatives de transition de VET. Villeray en transition et, plus précisément, le comité catalyseur de ce dernier, agit ainsi comme un véritable moteur d'empowerment citoyen autodéterminé.

> Là pour les projections de film, il y a un gars qui est arrivé au dernier catalyseur, il veut monter des projections de documentaires avec une fréquence quand même assez soutenue. Évidemment, il va y avoir une petite équipe avec lui. (Membre du comité catalyseur)

74. Christian Jonet, *L'évolution des initiatives de Transition : des ambitions économiques et entrepreneuriales plus affirmées*, Barricade asbl [Article en ligne. Consulté le 18 octobre 2015].
75. Rob Hopkins, *op. cit.*, p. 133.

Figure 1

Schéma descriptif des activités de Villeray en transition



* Adapté de René Audet, Sylvain Lefèvre, Mahdia El-Jed *et al.*, *La démarche d'innovation des marchés de quartier de Montréal : Vers une transition socio-écologique du système agroalimentaire*, Montréal, Service aux collectivités de l'Université du Québec à Montréal, 2014.

> Moi ce que j'espère avec les cueillettes de fruits […] mais ce que l'on espère c'est que dans un an ou deux, nous on va juste être des participant(e)s là-dedans puis il va y avoir un leadership qui va se développer. (Membre du comité catalyseur)

> Quand les gens nous arrivent avec une idée « ah ce serait le fun s'il y avait… » Bien oui ! Ok ! Jase-s'en ! Essaie de voir comment cela pourrait se réaliser. (Membre du comité catalyseur)

L'agir et l'empowerment citoyen nécessaires devant l'inaction des institutions politiques

L'agir et l'empowerment citoyen sont, de plus, représentés par VET comme une nécessité devant l'inaction des instances politiques face aux changements climatiques ou la dépendance au pétrole.

> Alors que les chiffres démontrent la nécessité de réduire les tonnes de Co_2, les gouvernements persistent à prendre des décisions contraires [...]. Pourtant, dès que le besoin se fait sentir ou que l'occasion se présente, les vieilles recettes de la croissance économique et de la création d'emploi nous ramènent toujours aux énergies fossiles, dans des formes de plus en plus polluantes et dangereuses. La dépendance est trop forte [...] explorant l'espace entre nos petits gestes verts isolés et des actions gouvernementales conséquentes qui se font attendre. (Blogue VET)

> Devons-nous pour autant baisser les bras ? Bien sûr que non ! Depuis 2005, c'est exactement cette impasse que les Initiatives de transition tentent de résoudre. (Blogue VET)

> Alors, si le Québec, une des régions les plus riches en énergies renouvelables au monde, n'a pas la clairvoyance de laisser son pétrole et son gaz là où il est et de s'appliquer à la réduction de sa consommation de combustibles fossiles, qui donc l'aura ? (Blogue VET)

Pour VET, il semble bien que l'agir citoyen dans le quartier Villeray soit un possible moteur de changement ascendant. Tout semble se passer comme si les citoyens se disaient : « Puisque personne ne le fait, nous allons prendre l'initiative collectivement de le faire ici et maintenant. Nous allons agir ensemble et les autres seront inspirés, encouragés et contaminés. »

> Nous souhaitons montrer qu'à l'échelle de nos foyers, de nos ruelles et de notre quartier nous sommes capables d'amorcer le grand virage de la transition écologique. (Blogue VET)

> Villeray a tout ce qu'il faut pour devenir un quartier modèle et inviter le Québec entier à s'investir dans le changement [...] le pouvoir contagieux de changer les choses [...]. (Blogue VET)

> C'est malgré tout en montrant qu'il est possible de bien vivre en famille sans tomber dans le panneau de la surconsommation qu'on a le plus de chance de contaminer son entourage. (*Chronique d'un futur positif, Vivre sa famille en vert à Villeray*)[76].

Un rapport politique de type bottom-up

Les analyses discursives du blogue et de la page Facebook nous renseignent, quant à elles, sur les activités de participation publiques de Villeray en transition qui s'inscrivent dans une perspective *bottom-up*. VET semble inviter les citoyens à utiliser les institutions politiques et les instances de consultations publiques afin de diffuser d'une manière ascendante les idées de la transition et de transformer l'espace matériel à plus grande échelle. De fait, VET recueille des signatures pour des pétitions, invite les citoyens à répondre à des sondages par le biais de leur page Facebook et participe à des consultations publiques locales et régionales. Rappelons que VET a également participé à

76. *Chronique d'un futur positif, Vivre sa famille en vert à Villeray,* 9 juin 2014, [En ligne] www.villerayentransition.info (page consultée le 30 mai 2015).

la mobilisation qui a donné lieu à une consultation publique sur l'agriculture urbaine de Montréal en mai 2012. Dans le cadre de cette consultation, VET a mis en œuvre et coorganisé une initiative à l'échelle du quartier, le Sommet de l'agriculture urbaine de Villeray. À la suite de cette initiative sociopolitique, des recommandations ont été acheminées aux instances de l'arrondissement comme celle d'ajouter des végétaux comestibles à la distribution annuelle de fleurs du quartier qui demeure à ce jour l'un des accomplissements structurants de VET.

> C'est un petit geste, mais il montre que nous avons le pouvoir, ensemble, d'améliorer notre communauté et de faire cheminer des bonnes idées. Merci aux participants d'avoir su être proactif et créatifs, merci aux élus et à l'Arrondissement d'avoir su être à l'écoute. (Blogue VET)

VET a, par ailleurs, participé activement au Comité mixte de Castelnau, un comité chargé du suivi du programme Quartier 21 sur le transport actif dans Villeray. Cette participation a permis la tenue de plusieurs fêtes de quartier, à l'occasion de la Journée sans voiture (2012 et 2013) et du Carnaval d'hiver de Villeray (2012 et 2013). On peut penser que le projet pilote de piétonisation de ce secteur se réalise maintenant, entre autres, grâce à l'implication des citoyens de VET.

De la méfiance envers l'institutionnalisation des initiatives citoyennes

Un autre élément révélé par l'entretien avec le membre du comité catalyseur est la volonté de positionner l'agir citoyen à l'extérieur des institutions existantes afin de préserver une liberté d'action et d'organisation. De fait, l'institutionnel semble représenter pour l'interviewé des contraintes légales et organisationnelles qui mettent en péril la liberté individuelle et collective ainsi que la spontanéité et l'autonomie d'une initiative citoyenne.

> Un parti politique, tu as des contraintes légales, des contraintes financières, ce que tu peux dire, faire, à quel moment, puis moi ça a toujours été ma position très très très ferme que Villeray en transition ne devait pas s'incorporer et devait rester un mouvement citoyen libre, très spontané où est-ce qu'on a justement cette marge de manœuvre qu'on a pas dans un autre engagement [...] puis bon c'est sûr que dans un parti politique, il y a un calendrier prédéfini là, il y a un débat à l'Assemblée nationale, il y a les élections, c'est déjà formaté [...]. Le cadre t'impose un fonctionnement, t'impose un calendrier, t'impose des sujets. Nous on a cette liberté-là complète. (Membre du comité catalyseur)

VET : des citoyens s'appropriant socialement l'espace habité

S'approprier le voisinage pour un agir local citoyen

Pour Villeray en transition, s'approprier l'espace socialement c'est avant tout tisser des liens dans l'espace partagé entre voisins, l'espace de proximité.

> En tant que voisins, en tant que communauté, nous pouvons en faire plus pour s'aider dans nos transitions écologiques. (Blogue VET)
>
> À plus petite échelle, on peut déjà facilement organiser des événements afin de connaître ses voisins et favoriser les occasions de partager des savoir-faire (repas partagés, cuisines collectives, party de conserves, nettoyage de la ruelle. (Blogue VET)
>
> Il nous faut réapprendre à se voisiner et à prendre le temps de partager nos connaissances et nos savoir-faire. Collectivement, nous sommes très loin d'être dépendants de ce monde de surconsommation. (*Chronique d'un futur positif, Mieux consommer, moins consommer*)

Le quartier est un milieu de vie et y vivre pleinement socialement, symboliquement et matériellement semble faire partie de l'agir citoyen. Dans les discours promulgués par VET, il semble exister une distinction entre le fait de vivre dans un quartier et celui de simplement y résider.

> Vivre dans Villeray au lieu de seulement y habiter, ça permet de diminuer grandement les déplacements, en plus de créer un milieu de vie socialement agréable et plus écologique. (*Chronique d'un futur positif, Se déplacer autrement*)[77]

Le membre du comité catalyseur interviewé a aussi fait une distinction similaire entre le fait d'être citoyen et d'être résidant.

> Oui t'es résidant d'une rue, d'un quartier [...] si tu n'es pas du tout impliqué dans la vie [...]. Enfin, pour moi c'est la différence entre citoyen puis résidant. Un citoyen est ancré. Il agit [...]. Un résidant fait juste résider là [...]. C'est juste c'est deux façons de vivre collectivement. (Membre comité catalyseur)

L'échelle locale semble être, de fait, valorisée en soi comme un « art de vivre ». Vivre localement c'est aussi améliorer sa qualité de vie. En parlant des raisons qui motivent des citoyens de Villeray à s'impliquer au sein des initiatives de VET, le membre du comité catalyseur interviewé mentionne précisément la valorisation de ce qui est local et de la qualité de vie qui y est associée. Selon lui, il s'agit là d'une nouveauté en matière d'agir citoyen.

> Je pense qu'il y a un mouvement ces dernières années vers la qualité de vie citoyenne bien locale, vraiment l'engagement local. On le voit dans plusieurs petites initiatives, agriculture urbaine, entre autres. C'est ça, c'est souvent des projets très très locaux, une ruelle, un petit bout de quartier, un coin de rue. Je pense que quand des gens prennent connaissance de Villeray en transition, c'est

77. *Chronique d'un futur positif, Se déplacer autrement,* 6 avril 2014, [En ligne] www.villerayentransition.info (page consultée le 30 mai 2015).

> du quartier puis ça peut prendre toutes sortes de formes, puis c'est pour améliorer la vie de quartier. Ça je crois que c'est un gros morceau [...]. Moi c'est ce que je sens dans l'air du temps. (Membre comité catalyseur)

Le réseautage : la toile locale inclusive de la résilience

En plus de participer à la création de liens entre voisins dans l'espace de proximité, VET semble participer à la configuration de différents réseaux sociaux dans l'ensemble du quartier Villeray. Ces réseaux, tels que le Réseau de jardinage ou le Cercle de vermicompostage, sont principalement basés sur les affinités électives des citoyens participants.

> C'est par intérêts. Oui. Puis c'est bien correct comme cela. Les gens arrivent, s'intéressent ou s'impliquent pour une activité précise ou un projet précis puis après ils découvrent que cela fait partie d'un plus grand ensemble. (Membre du comité catalyseur)

> Je pense que tous les projets jusqu'à maintenant impliquaient soit un réseautage entre voisins ou des gens qui partagent les mêmes valeurs. (Membre du comité catalyseur)

Poursuivant le principe d'inclusivité de Villes en transition, les réseaux d'affinités se veulent ouverts. Nous avons pu observer chez les membres du comité catalyseur que nous avons rencontrés durant l'étude de cas une volonté de respecter la diversité des groupes sociaux présents dans Villeray au sein de VET. Cela dit, il semble que VET éprouve des difficultés à réaliser cet objectif. Selon le membre du comité catalyseur, les citoyens rejoints par Villeray en transition sont majoritairement des jeunes dans la trentaine, scolarisés, blancs et parlant français. Ce qui n'est pas représentatif de la diversité générationnelle, des classes sociales et groupes multiethniques du quartier, malgré la prépondérance de cette tranche de la population dans Villeray par rapport à la ville de Montréal.

Dans un processus réflexif, ce problème d'inclusion fait l'objet de discussions entre les membres du comité catalyseur qui tentent de comprendre son origine et de trouver des solutions. Par exemple, VET tente de diversifier géographiquement ses actions en réalisant des activités telles que le Rallye à vélo, dans l'est de Villeray, soit une partie du quartier vivant dans des conditions de défavorisation plus élevée. VET projette également de tisser des liens avec les comités de résidants de HLM pour intégrer les populations socio-économiquement plus marginalisées de Villeray. Finalement, VET souhaite mettre sur pied des espaces et des occasions favorisant la convivialité et les divers types de rencontres : mentionnons ici la coopérative La Remise, dont les objectifs de rencontres intergénérationnelles et interculturelles sont centraux[78].

78. *La remise,* [En ligne], http://laremise.ca/la-remise/notre-mission/ (page consultée le 30 mai 2015).

En collaborant avec d'autres acteurs locaux (commerçants, élus, organismes, autres initiatives citoyennes), VET participe à l'organisation d'événements en lien avec la transition dans le quartier comme la Journée plus vert sur Saint-Hubert, Villeray à pied et à vélo, le projet de la Place Castelneau ou encore l'organisation des fêtes de quartier. Cela dit, c'est le milieu communautaire de Villeray qui semble être le milieu de réseautage privilégié par Villeray en transition. Cela pourrait bien être l'une des particularités de VET puisque les membres du comité catalyseur œuvrent à forte majorité dans le milieu communautaire et que les personnes travaillant dans ce milieu font partie de leur réseau initial.

En créant un calendrier des ateliers et des connaissances pratiques *Villeray en mieux* offerts par d'autres organismes locaux tels que le Centre de Loisirs Communautaires Lajeunesse, la Maison des grands-parents, la Maison de quartier de Villeray, Troc tes trucs et l'Éco-quartier de Villeray, VET semble permettre non seulement une meilleure visibilité de ces activités, mais aussi de créer des liens entre les différentes organisations et les citoyens de Villeray. L'entrevue menée auprès du membre du comité catalyseur nous a cependant permis de nuancer ce résultat d'analyse discursive et de comprendre qu'il existe des freins au réseautage avec les organismes communautaires du quartier. Un premier frein est associé à une méfiance des organismes envers la venue d'un nouveau groupe citoyen dans le quartier qui équivaut possiblement pour eux à une compétition pour les subventions dans un contexte d'austérité économique. Un second frein au réseautage communautaire avec VET réside dans la différence de plage horaire de disponibilités des membres de VET bénévoles et des travailleurs des organismes communautaires.

VET : des citoyens s'appropriant symboliquement l'espace habité

Déconstruction symbolique par conscientisation et réflexivité

L'approche de la transition part du principe que les personnes informées, en grande majorité par les médias de masse, ne sont pas nécessairement pleinement conscientes des différents enjeux du pic pétrolier et des changements climatiques et qu'il faut à la fois informer et susciter des réflexions autour de ceux-ci. Dès ses débuts, VET a donc mis de l'avant une stratégie de conscientisation et de coconstruction des savoirs en réalisant, en 2011, des *Projections vertes de Villeray*[79] et en organisant des soirées *Villeray en mieux*[80], un café

79. Parmi les projections réalisés depuis 2011 figurent les documentaires : A *Crude awakening* qui traite du pic pétrolier, *En transition* et *En transition 2.0* réalisés par le Réseau International Transition qui présentent différentes Initiatives de transition localisées partout autour du monde ainsi que l'approche des initiatives de transition, *Solutions locales pour un désordre global* qui présentent des exemples de solutions aux désastres environnementaux et le documentaire *Chercher le courant* qui questionne l'utilisation de l'hydroélectricité.

80. À ce jour, Villeray a tenu quatre soirées dédiées aux solutions concrètes pour la transition portant sur chacun des thèmes suivants : le transport, l'alimentation, la famille et la consommation.

de résilience[81], des conférences portant sur la permaculture, sur la monnaie complémentaire locale et de nombreuses coonférences-ateliers sur la transition et la décroissance.

En outre, VET continue de sensibiliser les citoyens par le biais de sa page Facebook en publiant régulièrement des vidéos portant sur la question du pétrole et de l'économie ainsi que des articles sur l'agriculture industrielle, l'alimentation locale, les changements climatiques, les transports actifs et les voitures électriques. Comme l'indique le membre du comité catalyseur interviewé :

> La page Facebook a pris toute une ampleur, a permis et permet encore de diffuser toutes sortes de choses là dessus. (Membre du comité catalyseur)

L'objectif de ces différentes activités de sensibilisation semble être celui de susciter la réflexion sur les pratiques matérielles des citoyens de Villeray et de leur permettre d'élaborer des alternatives concrètes dans leur quartier. L'analyse des *Chroniques d'un futur positif,* écrites à l'issue des soirées *Villeray en mieux* où les citoyens de Villeray sont invités à discuter sur différents thèmes reliés à la transition et à trouver des solutions qui correspondent à leur réalité de quartier, nous révèle les réflexions des citoyens de VET concernant les dépossessions associées à la mondialisation néolibérale. À titre d'exemple, la chronique portant sur la consommation souligne la place prépondérante que la consommation prend dans l'existence des individus. Elle traite de la perte d'autonomie des individus reliée à la marchandisation des biens et des services, de la désappropriation du savoir pratique ainsi que de la dépossession des finalités et des modalités du système productif.

En fait, il semble que chacune des activités de VET comporte une partie conscientisante et réflexive. Que ce soit à la fête de quartier, au Rallye à vélo, aux soirées *Villeray en mieux*, il s'agit de partager des connaissances sur différents enjeux de la transition et d'amener les citoyens à réfléchir à des actions concrètes, des projets pouvant être réalisés à l'échelle du quartier.

Par ailleurs, VET valorise les expertises existantes du quartier qu'elles soient citoyennes ou liées à des organismes locaux. Valoriser ce qui existe c'est mettre de l'avant les savoirs d'actions[82] des citoyens et leur permettre de les partager entre eux en créant, par exemple, une liste d'expertise locale afin d'animer des cercles de connaissances en agriculture. Villeray en transition organise, de plus, des ateliers sur des sujets variés de la transition en lien avec l'agriculture urbaine, les savoirs artisanaux et la réparation de vélos.

81. VET a réalisé en 2011 un café résilience sur le thème *La fin du pétrole : mythe ou réalité.* Cette activité consistait à inviter des citoyens à réfléchir à leur dépendance au pétrole et sensibiliser à la transition.
82. Jean-Marie Barbier, Olga Galatanu (dir.), *Les savoirs d'action : une mise en mots des compétences ?,* Paris, l'Harmattan, 2004.

> Dans le mouvement en Transition, la transmission de savoirs est un élément important. Pour réduire notre utilisation et notre dépendance au pétrole, nous devons nous réapproprier des savoir-faire concrets et pratiques. (Blogue VET)

Réinvestissement symbolique par une vision optimiste du changement social

Selon l'approche des Initiatives de transition du manuel de Rob Hopkins et pour VET, sortir de la dépendance au pétrole est synonyme d'une occasion de créer quelque chose de mieux. VET a intégré la vision positive et le principe de visualisation de l'approche de la transition. Au lieu de sensibiliser aux enjeux reliés au pic pétrolier et aux changements climatiques par la peur et la culpabilité, VET favorise une approche positive axée sur une visualisation d'un futur positif post-pétrole et l'espoir d'un monde meilleur. Outre les noms évocateurs des soirées de *Villeray en « mieux » : choisir un futur « positif »* ou le titre de discussions animées par VET lors de la fête de Villeray soit *Vivre « mieux » avec moins* et *« Imaginer » Villeray libérée du pétrole* qui reflètent ce principe de visualisation et l'approche positive de la transition, les communications de VET postées sur leur blogue, leur page Facebook ou les chroniques de la transition sont empreintes des vocables optimistes « mieux », « amélioration » et « positifs », et vantent constamment les bienfaits que pourrait avoir la transition socio-écologique sur le quartier.

> Bonne nouvelle : une transition écologique serait effectivement agréable, meilleure pour la santé et en plus profitable pour notre économie locale. (Blogue VET)

> Des gens plus épanouis et en meilleure santé, des quartiers plus vivants et solidaires, des économies locales plus prospères et diversifiées, tels sont les bénéfices qui attendent les communautés qui sauront se sortir de leur dépendance au pétrole plutôt que trop tard. Tel est le futur que nous vous invitons à venir célébrer dès maintenant, c'est un rendez-vous ! (Blogue VET)

> Quand on pense au monde de demain, il est possible d'envisager que notre quartier devienne un milieu de vie attrayant, que ce frein à la consommation actuelle nous permette de travailler moins et de passer plus de temps en famille, que l'on se réapproprie l'art et la fierté du « fait-maison ». (*Chronique d'un futur positif, Vivre sa famille en vert à Villeray*)[83]

Appropriation matérielle de l'espace habité

Pour le moment, la dimension matérielle de l'appropriation de l'espace se réalise principalement par la participation citoyenne à des consultations publiques et à des petits projets concrets issus de comités de citoyens. Les comités de citoyens s'approprient des espaces de proximité par l'entremise

83. *Chronique d'un futur positif, Vivre sa famille en vert à Villeray,* 7 juillet 2014, [En ligne], www.villerayentransition.info, (page consultée le 30 mai 2015).

des rues, des trottoirs, des arbres et les réinvestissent symboliquement, par détournement, d'un nouveau sens associé à la permaculture, à la valorisation d'une communauté résiliente et à des pratiques matérielles à visée solidaire et locale.

Des pratiques matérielles à visée solidaire et locale

Les pratiques matérielles associées à VET s'approchent de celles existant dans l'économie solidaire puisqu'elles favorisent la mobilisation des savoirs de divers types, le travail bénévole, la réutilisation des objets de consommation, l'entreprenariat social et une économie de partage des ressources (jardins, semences, arbres fruitiers et capitaux financiers). Elles semblent s'en distinguer principalement par le principe de relocalisation. En effet, VET favorise l'économie solidaire, surtout par la promotion d'un commerce local et d'une alimentation locale, par l'entremise d'animations de Promenades de Jane, de la création de la coopérative de La Remise et de divers projets d'agriculture urbaine.

Depuis le début de VET, l'agriculture urbaine est d'ailleurs mise de l'avant comme la pratique de réappropriation citoyenne du quartier par excellence et le volet de la transition le plus développé dans le quartier.

> Agriculture en ville, c'est une des façons de bien manger à peu de frais, de diminuer notre empreinte écologique, d'embellir notre quartier, d'avoir accès à plus de variété de fruits et légumes, de tisser des liens avec notre voisinage, de diminuer notre stress, d'éduquer les enfants, d'augmenter nos connaissances du vivant, de sécuriser une partie de l'approvisionnement alimentaire en ville et d'améliorer notre état de santé physique et mentale. Pour toutes ces raisons, on pense que l'agriculture urbaine, c'est vraiment fort. (Blogue VET)

Les initiatives citoyennes associées à VET telles que la Cueillette de fruits défendus, le Réseau de jardinage, le Cercle de vermicompostage sont toutes des initiatives liées au volet de l'alimentation locale de la transition. Cette inégalité dans le développement matériel des volets de la transition s'expliquerait en partie, selon le membre du comité interviewé, par le fait que cette appropriation matérielle de l'espace poursuit aussi les principes de la permaculture.

En effet, VET poursuit certains principes associés à la permaculture, représentés dans des expressions telles que « les gens qui sont présents sont les bonnes personnes » ; « ils investissent leur énergie quand ils le peuvent » et « laissons aller le mouvement là où il veut aller ». Le choix du type d'initiatives et la durée de celles-ci dépendent des citoyens puisque ce sont eux qui seront les moteurs énergétiques des initiatives. Ils dépendent également de la composition du voisinage et des réseaux d'affinités qui se créent.

Empowerment citoyen et organisation en réseaux des projets citoyens

Il est difficile de suivre les différentes appropriations matérielles associées à VET puisque les différentes initiatives émergées de VET deviennent de plus en plus nombreuses et autonomes du comité catalyseur, à l'image d'une organisation en réseau.

> Maintenant, ce que Villeray en transition est devenu c'est très tentaculaire. Moi, je ne sais plus tout ce qui se passe dans Villeray en transition même si je suis dans le catalyseur. C'est sûr que tout le monde pourrait dire cela dans le catalyseur. On est plus trop sûr de ce qui se passe et c'est très bien. C'était cela le but. C'est que cela devienne tellement pris en main par les gens qui vont dire oui oui oui je suis allé à une couple d'affaires de Villeray en transition, ça m'a inspiré et on a parti telle affaire ou j'ai lu sur la transition, je trouvais que oui oui oui c'est bon. On a décidé de partir quelque chose. (Membre du comité catalyseur)

De son côté, La Remise a semblé rejoindre les intérêts de plusieurs citoyens et suscité une grande participation. Devenue autonome, cette initiative s'est institutionnalisée et est devenue un possible agent multiplicateur d'initiatives citoyennes puisqu'elle permet aux citoyens membres d'emprunter des outils en plus de leur offrir des formations concrètes et un espace de travail.

De plus, comme l'a soulevé le membre du comité catalyseur interviewé : « Maintenant avec Internet, avec Facebook, tu sais, tu vois les choses passer, les idées circulent beaucoup plus vite qu'avant. » Il est donc probable que les médias sociaux permettent de faire circuler les idées de projets citoyens mondialement et que les différentes initiatives telles que les Incroyables comestibles, les Fruits défendus ou le mouvement des bibliothèques d'outils ont la possibilité de se multiplier par essaimage. Il est aussi possible que des initiatives associées directement ou indirectement à VET inspirent d'autres citoyens qui, par contamination, démarrent d'autres initiatives qui auront à leur tour une page dans les médias sociaux qui alimenteront à leur tour d'autres initiatives et ainsi de suite.

Conclusion

À la suite de cette démarche exploratoire, nous sommes à même d'esquisser une définition de ce que nous entendons par ICAEH. Il s'agit d'un mouvement citoyen horizontal et ascendant de reprise de pouvoir sur, dans et pour leur communauté, à travers une réflexivité émancipatrice et conscientisante d'un « agir ici, ensemble »[84] sur l'habiter. Leur pouvoir d'agir n'est pas mis en œuvre ou encadré par d'autres acteurs extérieurs au groupe de

84. Inspiré de la formulation de Lucie Sauvé : « vivre ICI, ensemble » (Au cœur des questions socio-écologiques : des savoirs à construire, des compétences à développer, *Education Relative à l'Environnement-Regards, Recherches, Réflexions*, n° 11, 2013, p. 19-40.

citoyens. Les citoyens sont les initiateurs et ils s'autodéterminent. En ce sens, l'empowerment semble se faire dans une perspective horizontale, comme l'auto-empowerment entre citoyens, tandis que le rapport au politique de ces initiatives s'inscrit dans une perspective *bottom-up*. L'entrevue menée auprès du membre du comité catalyseur a révélé qu'il semble exister au sein de VET un rapport de méfiance envers l'institutionnel liée à une volonté de préserver un mode d'organisation flexible, autonome et spontané. Nous pensons qu'il s'agit peut-être là d'une piste intéressante pour comprendre l'émergence de ce type d'initiative *bottom-up* que représentent les ICAEH et qu'il serait alors pertinent d'élargir notre questionnement sur le rapport au politique des ICAEH en y incluant leur rapport à l'institutionnel.

En inscrivant leurs actions dans un espace précis, nommé et porteur de sens, un espace habité, les citoyens s'en approprient la dimension sociale, symbolique et matérielle. L'appropriation symbolique expérimentée par VET passe d'abord et avant tout par la mobilisation des savoirs d'action entre Villerois. Cette appropriation symbolique de l'espace habité semble alors entretenir des liens étroits avec l'appropriation sociale de cet espace puisque c'est par le voisinage, la convivialité et la mise en place de réseaux sociaux dans le quartier que la mobilisation des connaissances et des savoirs d'action relatifs à la transition peuvent se réaliser. Le réseau de jardinage et le Cercle de vermicompostage, qui sont à la fois des cercles sociaux d'affinités et des cercles de partage de connaissances, en sont des exemples.

Dans le cas de Villeray en transition, il semble bien que ce soit d'abord un désir d'appropriation symbolique, une volonté de créer un « meilleur quartier » et d'y améliorer la qualité de vie qui pousse à se réapproprier socialement l'espace, à changer les pratiques matérielles de l'espace habité et à prendre des initiatives citoyennes axées sur un « art de vivre ». En ce sens, nous pensons que la représentation de l'agir citoyen dans l'espace habité au niveau local et la distinction entre vivre/être citoyen du quartier et simplement y résider constitue une autre piste de recherche féconde afin de poursuivre notre exploration théorique des ICAEH et le sens de l'habiter. Lorsque nous regardons l'ensemble du discours analysé de VET, nous sommes sous l'impression que VET est aussi porteur d'une signification particulière de l'habité, celui d'un art de vivre local. Vivre dans un quartier c'est connaître ses voisins, consommer dans les commerces locaux, travailler dans le quartier, prendre part aux activités ou même participer à l'amélioration de son quartier.

Quoique l'élaboration d'un « Forum sur la dépendance au pétrole dans Villeray » soit envisagée, il semble que la perspective de réaliser un plan de

descente énergétique soit loin dans l'horizon des activités de VET. Interrogé à ce sujet, le membre du comité catalyseur a soutenu que ce plan était dans un horizon à moyen terme et qu'il manque une masse critique de citoyens sensibilisés et intéressés pour le réaliser. Ce qui nous porte à penser que les dimensions sociales et symboliques de l'appropriation de l'espace habité sont préalables à l'appropriation matérielle de l'espace.

Par ailleurs, nous croyons que pour mieux saisir l'appropriation sociale de VET et analyser les liens et réseaux tissés entre les différents acteurs du quartier et VET, l'étude de cas devrait être complétée par des entretiens avec des acteurs œuvrant avec VET, c'est-à-dire des commerçants, des intervenants d'organismes communautaires, des élus municipaux, des citoyens participant aux activités de VET et autres citoyens qui ont réalisé des initiatives similaires dans Villeray depuis janvier 2011. Il serait alors intéressant d'analyser leurs représentations de VET et les liens qu'ils entretiennent avec cette initiative. Ainsi nous pourrions caractériser, par l'entremise du cas de VET, les rapports sociaux et les conflits d'appropriation potentiels dans lesquels s'inscrivent les ICAEH pour construire socialement l'espace habité dans une perspective de géographie citoyenne.